

*Le budget—M. Rondeau*

directe des malaises économiques perpétuels et l'honorable ministre des Finances s'amuse et tarde à réparer les fissures. Les économistes conseillers de l'honorable ministre des Finances blâmeront tout le monde au lieu de blâmer le régime financier, et l'honorable ministre des Finances écoute perpétuellement ces mêmes économistes. Il continuera de s'amuser perpétuellement avec les mêmes effets, car les économistes ont produit les mêmes causes, et il continuera à réparer les effets du régime financier actuel dépassé, sans jamais toucher à la racine du mal.

La cause de tous nos malaises économiques réside dans le système financier actuel, mais jamais l'honorable ministre des Finances n'a osé proposer une réforme financière ou monétaire. Il accepte le système monétaire et financier actuel comme un fait accompli, tout comme si c'était une création divine. Pour lui le système monétaire et financier ne devrait jamais être changé ou amélioré, semble-t-il.

Pourtant, tout a évolué au point de vue technique, au point de vue science, au point de vue productivité et ce dans tous les domaines. Les progrès et les changements se suivent et s'imposent, mais l'honorable ministre des Finances garde le vieux système monétaire vicieux du XIX<sup>e</sup> siècle, et il n'ose même pas faire de changements, car la puissance de ceux-là à qui on a donné le contrôle du crédit à la place du gouvernement est d'une puissance telle que l'on ne peut même pas se permettre de questionner le plus grand racket de l'histoire du monde supposé libre, le racket du crédit entre les mains d'un monopole privé et bancaire, qui aujourd'hui contrôle également notre système monopolisé de production. Nous ne visons plus le système de l'entreprise privée de production au Canada. Nous visons le système du monopole de production. Le système de *free enterprise* signifie en termes de 1974 les monopoles au contrôle de notre production. L'entreprise privée est disparue parce qu'elle a été étouffée par les monopoles avec l'aide des gouvernements, et aujourd'hui nous vivons le *free enterprise system*. Pour faire marche arrière, vers le meilleur système de production au monde, soit celui de l'entreprise privée, il faut premièrement, monsieur le président, établir une Commission nationale de crédit. On a formé toutes sortes de commissions, à ce jour, mais la plus importante, face à l'inflation, c'est une Commission nationale de crédit, afin de mettre le crédit au service de la société et non la société au service du crédit, comme c'est le cas actuellement.

Lorsque le crédit sera mis à la disposition de la société, les monopoles ne pourront plus étouffer les autres par le biais du crédit, comme ce fut le cas dans toutes les entreprises privées qui sont tombées sous le contrôle des monopoles et qui, à leur tour, sont contrôlées par le monopole en chef de tous les autres, soit le monopole du crédit.

J'espère que l'honorable ministre des Finances pourra demain relire cette partie et savoir comment pourrait être composée la formation de la Commission nationale de crédit. Elle aurait pour tâche de maintenir d'abord le volume de la monnaie et du crédit en circulation à un niveau qui permettrait aux citoyens d'acheter à un juste prix tous les biens mis en vente, et ce sans inflation ni déflation.

Monsieur le président, tant et aussi longtemps que nous n'aurons pas au Canada une Commission nationale de crédit tout le monde jouera avec les prix. L'insuffisance du pouvoir d'achat face à la production sera toujours de plus en plus évidente.

Elle fournirait à la Banque du Canada les crédits nécessaires à son administration et ceux dont auraient besoin

[M. Rondeau.]

les municipalités et les commissions scolaires et en général tous les développements requérant du capital social, au prix coûtant, pourvu que les possibilités de production et les besoins existent. Les prêts devraient être remboursés dans la mesure de la dépréciation de l'actif social créé. Elle permettrait enfin la réduction et la liquidation éventuelle de la dette publique. L'honorable ministre des Finances, dans son budget, n'a rien indiqué, n'a pas un mot à dire et n'a pas dit un mot concernant l'abaissement, la disparition ou le paiement éventuel de la dette publique.

Les devoirs de cette Commission seront d'établir un système de comptabilité indiquant l'actif et le passif du Canada, l'appréciation et la dépréciation des biens et des services en utilisant à cette fin les divers offices de statistiques qui existent ou qui seront créés afin de mesurer à intervalles réguliers l'augmentation de la richesse réelle du Canada et le montant additionnel de pouvoir d'achat devant être mis en circulation face à l'augmentation réelle de la richesse produite.

Lorsque l'équilibre économique sera assuré par le «balancement» des forces productrices avec la consommation par un crédit basé sur la production, permettant à la production d'atteindre en tout temps la consommation, nous verrons disparaître, et seulement à ce moment-là, le défaut économique actuel qui fait que le taux de distribution du pouvoir d'achat au cours d'une production donnée est toujours moindre que le total des coûts de la confection des prix, d'où un décalage constant et cumulatif entre le total des coûts, c'est-à-dire les prix, et le total des revenus, le pouvoir d'achat. Le problème du déséquilibre économique se situe à sa base dans la confection des prix et ce déséquilibre, c'est l'inflation.

Monsieur le président, depuis longtemps l'honorable ministre des Finances actuel ou ses prédécesseurs auraient dû «fouter» à la porte les économistes qui l'entourent et qui ont pour mission d'assurer la protection du système actuel, car ils sont au service des exploitateurs du peuple qui ont payé l'établissement de l'École économique de Londres, et qui fabriquent des économistes en série pour assurer le maintien de leur système. Dans cette chaire du supposé haut savoir de la *London School of Economics*, on leur enseigne la réparation des fissures du système financier actuel et on les *brainwash* de façon qu'ils ne recherchent pas les troubles économiques et sociaux dans le «solage» monétaire contrôlé par leurs patrons qui s'engraissent des dettes perpétuelles sur le dos du peuple canadien et des autres.

Monsieur le président, ce budget est la marque de l'incompétence financière, peut-être pas directement du ministre, mais surtout de ses économistes, face aux réalités économiques de 1974.

Le gouvernement, par ce budget, affiche une très grande nervosité face à l'avenir, car il sent déjà que le «solage» de l'édifice économique du Canada vacille, signe d'un gouvernement qui ne sait pas où il va, et qui sent que la récession est déjà en train de s'installer chez nous.

● (1650)

Ce budget est la preuve que l'honorable ministre des Finances a peut-être de bonnes intentions, car pour essayer d'éviter le pire, soit la récession économique, il propose des mesures «gouttes d'eau» sur la langue sortie et allongée du peuple qui est déjà étouffé par l'inflation, tout comme les gouttes d'eau de Lazare sur la langue du mauvais riche en enfer.